

AGENCE DE SANTE DE GUADELOUPE, SAINT MARTIN, SAINT BARTHELEMY (ARS DE GUADELOUPE)

**MISE A DISPOSITION DE PERSONNELS INTERIMAIRES AU BENEFICE DE  
L'AGENCE DE SANTE DE GUADELOUPE, SAINT MARTIN, SAINT  
BARTHELEMY.**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P)  
COMMUN AUX DEUX LOTS**

Numéro de consultation : **ARS971\_03\_2025**

**Procédure de passation** : Accord-cadre à prix unitaires passé en procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles L.2124-1, L2124-2, R.2124-1 à R.2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique

## ARTICLE I. TABLE DES MATIERES

<b>Article 1 - IDENTIFICATION .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 2 - PREAMBULE .....</b>	<b>4</b>
2.1 Rappel des conditions de recours aux entreprises de travail temporaire	
2.2 Respect du délai de carence entre deux contrats de missions	
<b>Article 3 - PRESENTATION DE L'AGENCE DE SANTE DE GUADELOUPE, SAINT MARTIN, SAINT BARTHELEMY 6</b>	
<b>Article 4 - OBJET DU MARCHE .....</b>	<b>6</b>
<b>Article 5 - ALLOTISSEMENT .....</b>	<b>7</b>
<b>Article 6 - PROCEDURE DE PASSATION .....</b>	<b>8</b>
<b>Article 7 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD CADRE.....</b>	<b>8</b>
<b>Article 8 - DURÉE DE L'ACCORD CADRE .....</b>	<b>9</b>
8.1 Cadre général	
8.2 Reconduction de l'accord cadre.	
<b>Article 9 - LIEU D'EXECUTION .....</b>	<b>9</b>
<b>Article 10 - DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>9</b>
<b>Article 11 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>10</b>
11.1 Reconduction de l'accord cadre.	
11.2 Exigences relatives au personnel intérimaire mis à disposition.	
11.3 Obligations du titulaire de chaque lot.	
11.4 Conflit d'intérêt	
11.5 Plan de continuité d'activité (PCA).	
11.6 Exécution d'une mission de service public (lot 1 et 2).	
11.7 Considérations sociales.	
11.8 Considérations environnementales.	
11.9 Commandes – Vérifications et admissions	
11.10 Délais d'exécution	
11.11 Pénalités	
<b>Article 12 - REGIME FINANCIER .....</b>	<b>24</b>
12.1 Forme et contenu des prix.	
12.2 Avances.	

12.3	Répartition des paiements - Acomptes.	
12.4	Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire.	
12.5	Intérêts moratoires	
12.6	Nantissement - Cession de créances	
12.7	Modalités de facturation.	
12.8	Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande	
12.9	Modifications financières pour circonstances imprévisibles – Clause de réexamen.	
<b>Article 13 -</b>	<b>DISPOSITIONS DIVERSES .....</b>	<b>30</b>
13.1	Echanges dématérialisés.	
13.2	Langue	
13.3	Sous-traitance.	
13.4	Propriété intellectuelle.	
13.5	Assurance.	
13.6	Autres obligations administratives.	
13.7	Résiliation de l'accord cadre.	
13.8	Exécution aux frais et risques du titulaire de chaque lot.	
13.9	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.	
13.10	Différends.	
13.11	Litiges et contentieux	
<b>Article 14 -</b>	<b>CLAUSES TECHNIQUES.....</b>	<b>35</b>
14.1	Périmètre des mises à disposition	
14.2	Domaines d'activité concernés.	
14.3	Activités attendues de la part du titulaire de chaque lot.	
14.4	Conditions de mise à disposition des personnels intérimaires.	
<b>Article 15 -</b>	<b>DEROGATIONS AU CCAG .....</b>	<b>40</b>



## Article 1 - IDENTIFICATION

Le présent marché est porté par le pouvoir adjudicateur suivant :  
Agence de santé de Guadeloupe, Saint Martin, Saint Barthélemy (ARS de Guadeloupe)

Adresse : siège situé rue des archives – Bisdary

CP-97113  
Ville : GOURBEYRE

Siret : 13000803000012

Il est représenté par : Monsieur Laurent LEGENDART – Directeur Général de l'agence de santé de Guadeloupe, Saint Martin, Saint Barthélemy (ARS de Guadeloupe).

## Article 2 - PREAMBULE

L'Agence de Santé de Guadeloupe, Saint Martin, Saint Barthélemy est désignée dans le présent document sous l'appellation « ARS de Guadeloupe », « l'acheteur » ou « Pouvoir Adjudicateur ».  
L'opérateur économique retenu pour l'exécution du marché est désigné dans le présent document sous l'appellation « le titulaire ».

### 2.1 Rappel des conditions de recours aux entreprises de travail temporaire

Le recours à l'intérim dans le cadre de ce marché public est régi par les dispositions suivantes :

- Le Code du travail (articles L1251-60 à L1261-63) encadrant le recours aux agences de travail temporaire dans le secteur privé et public.
- Le code général de la Fonction Publique article L.322-22 (pour faire face à un accroissement temporaire ou saisonnier de l'activité) et L. 332-24 à L. 332-26 (pour mener à bien un projet ou une opération identifiée).
- la loi n° 83-481 du 11 juin 1983 définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois ;
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Le décret n° 2005-1615 du 20 décembre 2005 relatif aux agents contractuels dans la fonction publique, précisant les modalités de recours aux travailleurs intérimaires dans la fonction publique.

Il est par ailleurs rappelé que les interdictions de recours à des entreprises de travail temporaire mentionnées aux articles L1251-9 à L1251-10 du code du travail s'appliquent.



Le titulaire de chacun des lots met à disposition de l'agence de santé de Guadeloupe, Saint Martin, Saint Barthélemy, des personnels qualifiés pour répondre aux besoins temporaires de l'ARS.

## **2.2 Respect du délai de carence entre deux contrats de missions**

Les dispositions des articles L1251-36 et suivants du code du travail relatives aux successions de contrats s'appliquent.

A l'issue du contrat de mise à disposition, sur un même poste, un délai de carence doit être respecté. Conformément à l'article L1251-36-1 du code du travail, ce délai correspond :

« 1° Au tiers de la durée du contrat de mission venu à expiration si la durée du contrat incluant, le cas échéant, son ou ses renouvellements, est de quatorze jours ou plus ;

2° A la moitié de la durée du contrat de mission venu à expiration si la durée du contrat incluant, le cas échéant, son ou ses renouvellements, est inférieure à quatorze jours.

Les jours pris en compte pour apprécier le délai devant séparer les deux contrats sont les jours d'ouverture de l'entreprise ou de l'établissement utilisateurs. »

Les missions doivent concerner le même poste. Pour apprécier cette condition, il convient de se référer à la nature des travaux confiés au salarié intérimaire et non à la localisation géographique de leur exécution.

Toutefois, aucun délai de carence ne s'applique en cas :

- de nouvelle absence du salarié remplacé ;
- de travaux urgents de sécurité ;
- d'emplois saisonniers ;
- de rupture anticipée du contrat par le salarié intérimaire ;
- de refus de renouvellement par le salarié intérimaire pour la durée du contrat non renouvelé.

**IMPORTANT** : compte tenu des restrictions législatives mentionnées ci-dessus et du risque pour l'acheteur de requalification du contrat de travail temporaire en contrat de droit public, si les remplacements successifs ont eu pour effet de pourvoir durablement un poste permanent chez l'acheteur, le titulaire de chaque lot, au titre de son obligation de résultats, veille :

- soit au respect du délai de carence dans le cas où l'acheteur demande la mise à disposition d'un même salarié intérimaire pour pourvoir un même poste ;
- soit à ce que les postes occupés successivement par un même salarié intérimaire répondent à des besoins distincts.

En cas de manquement, le titulaire s'expose à l'application de pénalités conformément à l'article 11.11 du présent CCP.



### Article 3 - PRESENTATION DE L'AGENCE DE SANTE DE GUADELOUPE, SAINT MARTIN, SAINT BARTHELEMY

L'Agence de santé de Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy (ARS de Guadeloupe) est un établissement public de l'État placé sous la tutelle du ministère chargé de la santé. Elle est chargée de la mise en œuvre de la politique de santé sur la région. Elle est l'interlocutrice des établissements et structures de santé publiques et privées, des professionnels de santé en établissements ou en ville, du secteur médico-social, des services de l'État, des collectivités territoriales, des organismes gestionnaires, des associations de prévention et des usagers.

L'ARS de Guadeloupe pilote la politique nationale de santé en région. À ce titre, elle assure plusieurs missions :

- Définition, financement et évaluation des actions de prévention des maladies, des handicaps, de la perte d'autonomie et des actions de promotion de la santé pour tous ;
- Veille et sécurité sanitaire des habitants ; préparation et gestion des situations sanitaires sensibles ou à risque, en liaison avec les préfets notamment ;
- Régulation et organisation de l'offre sanitaire hospitalière, ambulatoire et médico-sociale sur tout le territoire pour mieux répondre aux besoins des populations et dans le but de préserver la qualité du système de santé sur le long terme.

L'ARS de Guadeloupe dispose actuellement d'un siège régional établi à Gourbeyre (Basse terre), de 3 annexes sur l'île de Guadeloupe (Baillif, Raizet et Dothémare), d'une antenne à Marie-Galante et d'une direction territoriale dans les Iles du Nord (Territoire de Saint-Martin et Saint-Barthélemy).

Pour information, les annexes de Raizet et Dothémare déménageront vers l'antenne de VEGA aux Abymes au T1 2026.

### Article 4 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'acquisition de prestations permettant la mise à disposition de personnel intérimaire au profit de l'Agence de Santé de Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Domaines d'activité concernés :

**Médical, paramédical et sécurité sanitaire** : tous profils, incluant tous professionnels de santé et professions paramédicales (médecin, infirmier diplômé d'Etat, aide-soignant, etc..) ainsi que tous professionnels du champ de la sécurité sanitaire (technicien sanitaire, ingénieur d'études sanitaires et ingénieur du génie sanitaire) ;

**Administratif, technique et informatique** : tous profils (cadre et non cadre) tels qu'assistant(te) de direction, gestionnaire ressources humaines (paie, gestionnaire RH), financier, achats, contrôleur de gestion, chargé de mission, agent technique de maintenance, informaticien supports de niveaux 1/2/3, administrateur systèmes et réseaux, etc...



Les prestations du marché ont pour objet de donner une souplesse de gestion à l'agence et de garantir la continuité de service (besoins de renforts imprévus ou programmés et en cas de besoins saisonniers).

L'ARS de Guadeloupe peut recourir à l'intérim dans les cas suivants :

1° le remplacement momentané d'un agent en raison d'un congé de maladie, d'un congé de maternité, d'un congé parental ou d'un congé de présence parentale, d'un passage provisoire en temps partiel, de sa participation à des activités dans le cadre d'une réserve opérationnelle, sanitaire, civile ou autre, ou de l'accomplissement du service civil ou national, du rappel ou du maintien sous les drapeaux ;

2° vacance temporaire d'emploi qui ne peut être immédiatement pourvu dans les conditions prévues par la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

3° accroissement temporaire d'activité ;

4° besoin occasionnel ou saisonnier.

La mise à disposition du personnel intérimaire s'effectue selon 2 procédures :

- Via une **mission de gestion** par laquelle l'ARS de Guadeloupe délègue au titulaire de chaque lot, la paie et la gestion administrative de futurs salariés proposés par l'ARS (ex. candidatures dites « spontanées ») ;
- Via une **mission de délégation** par laquelle l'ARS de Guadeloupe confie au titulaire de chaque lot, la recherche de profils, le recrutement, la paie et la gestion administrative du personnel temporaire.

Le présent marché est un accord cadre à bons de commande mono attributaire et un marché de services.

Code(s) CPV de la consultation : **79620000-6** - Services de mise à disposition de personnel, y compris de personnel temporaire.

## Article 5 - ALLOTISSEMENT

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

Lot N°	Nature
1	Intérim médical, paramédical et de sécurité sanitaire
2	Intérim administratif, technique et informatique



Le présent document est commun à l'ensemble des lots

Les caractéristiques des prestations attendues figurent dans la partie "technique" du présent cahier des clauses particulières (CCP).

## Article 6 - PROCEDURE DE PASSATION

L'accord cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-1, L2124-2, R.2124-1 à R.2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

## Article 7 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord cadre est mono attributaire pour chacun des lots et ne comporte pas de tranches.

**Il sera conclu avec un opérateur économique pour chacun des lots. Le candidat pourra être attributaire d'un lot ou de plusieurs lots.**

Le support est un marché à prix unitaires exécuté après la signature de chaque contrat par les parties prenantes par émission de bons de commande. Ces prestations sont régies par les dispositions des articles R.2162-1 à 6 et R.2162-13 et 14 du Code de la commande publique.

A titre indicatif et non contractuel, le montant estimatif du marché sur sa durée d'exécution totale est de :

- LOT 1 : 600 000,00 €HT
- LOT 2 : 400 000,00 €HT

Cet accord-cadre est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum déterminé de la manière suivante pour chacun des 2 lots :

Lot N°	Nature	Montant maximum en euros HT sur la durée totale de l'accord cadre
1	Intérim médical et paramédical et de sécurité sanitaire	900 000,00€
2	Intérim administratif, technique et informatique	600 000,00€

**Le montant maximum de chaque lot constitue l'enveloppe budgétaire maximale allouée au projet. Dans le cadre de ce marché, toute offre dépassant le montant maximum sus-cité de chaque lot, sera jugée comme inacceptable et sera rejetée.**

Pour chaque lot, le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.



## Article 8 - DURÉE DE L'ACCORD CADRE

### 8.1 Cadre général

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de douze (12) mois à compter de sa date de notification.

### 8.2 Reconduction de l'accord cadre.

Le présent accord-cadre est reconduit de manière tacite pour deux (2) périodes complémentaires de douze (12) mois chacune.

Le titulaire n'a pas la faculté de refuser la reconduction.

Dans le cas d'une non-reconduction, l'acheteur notifie expressément sa décision (trois) 3 mois avant la date anniversaire de la date de prise d'effet de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les prestations continuent de s'exécuter jusqu'à leur terme. Le titulaire est tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues dans l'accord-cadre pour la période allant de la notification de la décision de non-reconduction à la date d'effet de celle-ci.

La non-reconduction de l'accord cadre n'ouvre droit à aucune indemnisation pour le titulaire.

## Article 9 - LIEU D'EXECUTION

Les prestations s'exécutent au profit de l'agence de Santé de Guadeloupe, Saint Martin, Saint Barthélemy pour le département de la Guadeloupe (y compris Marie Galante) ainsi que pour les îles du nord (Saint Martin et Saint Barthélemy)

Les agents intérimaires seront affectés sur l'un des sites de l'agence indiqué à l'article 3 du présent document.

## Article 10 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) de chaque lot et son annexe financière constituée par le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses particulières, commun aux 2 lots ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé le 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire de chacun des lots ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Le présent accord-cadre, constitué des documents contractuels définis supra, exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions de l'accord-cadre prévalent sur celles qui figureraient sur les



documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre l'acheteur et le titulaire préalablement à la signature de l'accord-cadre.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent accord-cadre

## Article 11 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### 11.1 Représentation des parties.

#### 11.1.1 Représentation de l'acheteur.

Le Directeur Général de l'ARS de Guadeloupe, la Directrice Générale Adjointe, la Directrice des affaires internes de l'agence de santé de Guadeloupe, Saint Martin, Saint Barthélemy, ainsi que la Cheffe du service « achats et moyens » sont les interlocuteurs privilégiés du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

D'autres personnes peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

#### 11.1.2 Représentation du titulaire de chaque lot.

Le titulaire désigne un correspondant, habilité à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord cadre.

Le titulaire prévoit le remplacement de cette personne en cas d'absence (congé maladie par exemple), et est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

En cas de modification portant sur la situation juridique ou économique du titulaire (ex : changement de personne ayant le pouvoir d'engager la société, raison ou siège sociaux, coordonnées bancaires...) et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord cadre, le titulaire est tenu d'en informer l'acheteur sans délai.

Ce dernier est garant de la bonne exécution des prestations et de leurs conformités avec les prescriptions du présent accord-cadre.

#### 11.1.3 Remplacement des intervenants du titulaire de chaque lot.

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé :

- de l'interlocuteur dédié de l'ARS de Guadeloupe visé à l'article 11.1.2 ;
- de ou des intérimaires mis à disposition par le titulaire ou son sous-traitant,

si leur comportement, leur attitude ou leur compétence professionnelle contreviennent à la bonne exécution des prestations.



De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants (interlocuteur dédié et/ou intérimaires). Le(s) remplaçant(s) est /sont soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

S'agissant de l'interlocuteur dédié pour l'ARS de Guadeloupe :

Le titulaire procède au remplacement de l'interlocuteur dédié sous trois (3) jours ouvrés maximums, à compter de la demande ou de la proposition de remplacement acceptée par l'acheteur.

Le nouvel interlocuteur dispose à minima des mêmes qualifications que son prédécesseur. En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de trois (3) jours ouvrés maximum à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trois (3) jours ouvrés pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

S'agissant du personnel intérimaire mis à disposition de l'ARS de Guadeloupe :

L'acheteur transmet au titulaire une information relative à ses mesures d'éviction par mail motivé ou par tout autre moyen permettant d'avoir un horodatage. La notification de cette décision entraîne son application sans délai.

Le titulaire est tenu de prendre immédiatement les mesures indispensables au maintien des prestations pour l'ARS.

Le ou les nouveau(x) personnel(s) intérimaire(s) est/sont mis à disposition de l'ARS sous deux (2) jours ouvrés maximum et dispose/ent à minima des mêmes qualifications que son/ses prédécesseur(s). En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Le titulaire déclare faire son affaire des litiges avec ses intervenants (interlocuteur dédié ARS et/ou intérimaires) qui trouveraient leur source dans une décision de remplacement ou d'éviction.

## **11.2 Exigences relatives au personnel intérimaire mis à disposition.**

### 11.2.1 Cadre général.

Il appartient au titulaire de chaque lot de s'assurer des compétences, des capacités et des aptitudes du personnel devant assurer les missions d'intérim. En aucun cas l'agrément des profils par la personne publique ne dégage le titulaire de ses responsabilités.

### 11.2.2 Grèves, arrêts de travail ou congés du personnel du titulaire.

En cas d'arrêt de travail ou de grève ou lors de périodes de congés de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, le titulaire est tenu de prendre préventivement les mesures indispensables au maintien des missions d'intérim.

Il est tenu d'en informer immédiatement le service « achats et moyens » et des « ressources humaines » de l'agence de santé de Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy sous peine de sanctions financières pour défaut d'exécution.

S'agissant du droit de grève, le titulaire est le seul investi du pouvoir de négociation que reconnaît aux dirigeants d'entreprises le Code du Travail dans les articles qui régissent l'exercice du droit de grève.

La grève du personnel du titulaire ne constitue en aucune circonstance un cas de force majeure ou d'imprévision permettant l'indemnisation du titulaire par l'administration.

## **11.3 Obligations du titulaire de chaque lot.**

### 11.3.1 Cadre général.

Les prestations sont effectuées sous la direction du titulaire qui doit se conformer strictement :

- Aux prescriptions du présent cahier des clauses particulières (CCP) pour l'exécution des prestations ;
- Aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

Le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations ainsi que des vols qui peuvent être commis par ses agents.

Le titulaire s'engage à :

- Assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de son personnel ;
- Contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui lui est confiée, et le respect des consignes données à son personnel ;
- Assurer la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent marché, soit parfaitement remplie ;
- Respecter la confidentialité tant par lui-même que par ses collaborateurs permanents ou occasionnels, et à ne divulguer aucune information ;
- Signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Le titulaire est tenu personnellement responsable de tous les accidents, de quelque nature que ce soit, soit d'un défaut de soin ou de prévoyance ou soit d'un cas fortuit sur les sites de l'ARS. L'ARS ne pourra pas être tenue responsable des négligences du titulaire.



### 11.3.2 Obligations de moyen, de conseil et de qualité.

Dans les circonstances normales d'exécution du marché, le titulaire de chaque lot est soumis à une obligation de moyen pour la réalisation de l'ensemble des prestations mis à sa charge. Il garantit à l'ARS de Guadeloupe que les prestations demandées leur seront remises dans les délais impartis, dans les conditions décrites.

Le titulaire a la responsabilité de livrer un service conforme aux stipulations des documents du marché.

A ce titre, il est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord cadre.

Il a la responsabilité de mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens permettant de garantir la qualité des prestations réalisées ainsi que leur conformité aux exigences de chaque lot de l'accord cadre.

En cas de sous-traitance du marché, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Le titulaire est tenu à une obligation de moyen au titre de l'ensemble des prestations prévues dans le présent marché.

### 11.3.3 Confidentialité.

Conformément aux dispositions de l'article 5 du CCAG/FCS, le titulaire de chaque lot s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Dans le cadre du présent support, et s'agissant du secret des affaires, le titulaire de ce lot ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre.



Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès. En cas de violation de cette obligation, le titulaire de chaque lot encourt une pénalité forfaitaire détaillée à l'article 11.11 du présent document.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

#### 11.3.4 Mesures de sécurité.

Toute personne relevant du titulaire (personnel intérimaire notamment) ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logique à des informations.

Pour l'exécution de chaque marché du présent accord cadre, les personnels du titulaire doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché concerné, ou être mandatés par elle.

Pour l'exécution de chaque marché de l'accord cadre, les personnels du titulaire ont accès aux locaux désignés par le pouvoir adjudicateur. Il incombe néanmoins au titulaire de se renseigner sur les conditions et modalités d'accès aux lieux de prélèvements.

#### 11.3.5 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.

Le titulaire de chaque lot de l'accord cadre doit être en conformité avec la réglementation applicable en matière de droit fiscal, de droit du travail et de lutte contre le travail illégal, conformément aux dispositions de l'article 6 du CCAG/FCS.

Le titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, sur le droit d'organisation et de négociation collective, sur le travail forcé, sur l'abolition du travail forcé, sur l'âge minimum, sur les pires formes de travail des enfants, sur l'égalité de rémunération, concernant la discrimination.

Le titulaire assure la charge ainsi que l'exécution des obligations prévues par les lois sociales et fiscales en faveur ou du fait de son personnel, sans pouvoir exercer de son propre chef aucun recours contre l'agence de santé de Guadeloupe, Saint Martin, Saint Barthélemy.

Le titulaire de chaque lot, s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

#### 11.3.6 Obligation de secret professionnel.

Tous documents de quelque nature qu'ils soient (support papier ou autre) fournis par l'ARS de Guadeloupe sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code Pénal) et



soumis à l'article 29 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifié par l'article 34 de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

En conséquence, le titulaire de chaque lot s'engage à respecter de façon absolue cette obligation de secret professionnel et à la faire respecter par son personnel (personnel intérimaire mis à disposition notamment).

Ainsi le titulaire s'engage notamment à :

- ☐ ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés par l'ARS de Guadeloupe ;
- ☐ ne pas utiliser ou communiquer les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent accord cadre ;
- ☐ ne pas communiquer ces documents et informations à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles ayant qualité pour en connaître ;
- ☐ prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des documents au cours de l'exécution du présent accord cadre ;
- ☐ prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations confiées par l'organisme pendant la durée de l'accord cadre.

Par ailleurs, chaque partie s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que soient maintenues confidentielles les informations techniques, commerciales ou financières communiquées comme telles par l'autre partie pendant l'exécution de l'accord cadre.

#### 11.3.7 Traitement de données à caractère personnel.

Mise en conformité avec la loi « informatiques et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil du 27 avril 2016.

Pour l'application des présentes, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « **règlement général sur la protection des données** », RGPD), **le responsable de traitement, est l'Agence de santé de Guadeloupe, Saint Martin, Saint Barthélemy et le sous-traitant est le titulaire de chaque marché (lot) de l'accord cadre.**

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur responsable de traitement des données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les prestations suivantes :

- La gestion et la mise à disposition de personnel intérimaire pour l'agence de santé de Guadeloupe, Saint Martin, Saint Barthélemy.

La nature des opérations réalisées sur les données ainsi que les finalités des traitements sont décrites au CCP.

Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur public :

Le titulaire de chaque marché (lot) s'engage, notamment, à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent accord cadre ;
- traiter les données conformément aux instructions documentées de l'ARS de Guadeloupe.



Le Titulaire s'engage à ne communiquer aucune donnée personnelle transmise dans le cadre de la prestation en dehors des demandes effectuées par l'ARS de Guadeloupe, qui peut à tout moment demander et contrôler l'intégralité des données personnelles détenues dans le cadre de la prestation. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable du traitement. En outre si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord cadre ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord cadre :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prennent en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

#### Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

L'acheteur dispose d'un délai de huit jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant (tant aussi bien au sens du RGPD, que du sens de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance) par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte de l'acheteur. Il appartient au titulaire du marché de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire du marché demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

#### Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD)

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.



## Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception, par courrier électronique à l'acheteur, à l'adresse suivante :

[ars971-dpd@ars.sante.fr](mailto:ars971-dpd@ars.sante.fr)

## Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)

Sans préjudice des dispositions du marché relatives aux signalements des incidents de sécurité, le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 48 heures après en avoir pris connaissance par courrier électronique à l'adresse suivante :

[ars971-dpd@ars.sante.fr](mailto:ars971-dpd@ars.sante.fr)

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur public, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée, sans retard indu.

## Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données et à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire aide l'acheteur public pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

## Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres possibilités :

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Sort des données (article 28.3.g du RGPD)



Au terme de l'exécution du présent marché public, et selon le choix de l'acheteur, le titulaire doit :

☐ Détruire toutes les données à caractère personnel ;

Ou

☐ Envoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le titulaire du marché public doit justifier par écrit de la destruction.

#### Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

#### Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD)

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

#### Documentation et audit

Le titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

#### Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire

L'acheteur s'engage à :

- Fournir au titulaire les données nécessaires à la description du traitement de données à caractère personnel ;
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.



#### **11.4 Conflit d'intérêt.**

Tout au long de l'exécution de l'accord cadre, le titulaire de chaque lot du présent accord cadre, est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

#### **11.5 Plan de continuité d'activité (PCA).**

##### 11.5.1 Préambule.

Afin de garantir le maintien de ses missions essentielles dans l'hypothèse d'une crise majeure, l'agence de santé de Guadeloupe, Saint Martin, Saint Barthélemy, s'est dotée d'une politique de continuité d'activité.

Son objectif est de préparer les directions et services à faire face à l'ensemble des risques susceptibles d'interrompre les activités de l'ARS de Guadeloupe en se focalisant sur leurs conséquences. Celles-ci sont ainsi systématiquement ramenées à quatre grands types de scénarios d'indisponibilité (du bâtiment, du personnel, des systèmes d'information ou des partenaires essentiels) ou à une combinaison de ces scénarios. La présente clause concerne le volet prestataires essentiels.

##### 11.5.2 Engagement du titulaire.

Le titulaire s'engage à assurer la continuité des prestations objet du marché, par ses propres moyens ou en faisant appel à un/des sous-traitant-s selon les modalités de l'article 13.3 du présent CCP.

À cette fin, le titulaire présente, dans les trois mois suivant la date de notification du marché, le plan de continuité d'activité (PCA) de son entreprise, adapté à l'objet des prestations du marché, détaillant les différents cas de défaillance, notamment techniques, organisationnels, informatiques, et les actions permettant d'y remédier en précisant les délais de rétablissement du service normal de la prestation. Ces modalités doivent respecter les conditions d'exécution mentionnées dans le présent CCP.

Le titulaire informe sans délai l'acheteur de tout élément qui lui paraîtrait de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation ou à conduire à l'indisponibilité des prestations par tout moyen.

Le titulaire s'engage à déclencher et déployer son PCA en cas de crise, à son initiative ou sur demande de l'administration selon les circonstances. La situation de crise peut se présenter lors de déclenchement de type « alerte sanitaire » ou grande inondation par exemple.

##### 11.5.3 Mise à jour du plan de continuité d'activité.

Le titulaire s'engage à actualiser son plan de continuité d'activité en fonction des incidents rencontrés en cours d'exécution du marché. À chaque mise à jour, le titulaire en informe le pouvoir adjudicateur sans délai et transmet une version actualisée de son PCA.

#### 11.5.4 Plan de progrès.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre, qui pourraient faire l'objet d'optimisation et, de ce fait, de réduction des coûts.

La démarche est initiée par le titulaire du contrat à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre. Il présente des propositions d'amélioration en tenant compte des retours d'expérience capitalisés à l'issue de cette première année d'exécution. Sur la base de cette proposition, les parties engagent des discussions afin d'élaborer le plan de progrès initial.

Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir semestriellement un bilan du plan de progrès élaboré conjointement. Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et le cas échéant propose des ajustements du plan de progrès initial.

### **11.6 Exécution d'une mission de service public (lot 1 et 2).**

Conformément à la loi n° 2021-1109 confortant le respect des principes de la République, dite loi Séparatisme, publiée au JO le 25/08/2021, le titulaire de chaque lot de l'accord cadre doit respecter les principes d'égalité des usagers, de laïcité et de neutralité du service public

A ce titre, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire veille à ce que tout autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution de la mission de service public.

Le titulaire est tenu de signaler sans délai à l'acheteur toute situation constitutive d'un manquement aux principes de laïcité et de neutralité. Lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces principes, il encourt une pénalité décrite à l'article 11.11 du présent document.

En fonction de la nature et de la gravité des faits, le représentant de l'agence de santé de Guadeloupe, Saint Martin, Saint Barthélemy décidera seul de la sanction applicable. Il pourra s'agir d'une simple mise garde, d'une décision exclusion temporaire ou définitive des personnes en cause ou bien enfin d'une résiliation du présent marché aux torts et frais du titulaire.

Le contrôle et le constat de l'infraction pourront être réalisés par tout moyen légal, par le représentant ou tout agent de l'agence de santé de Guadeloupe, Saint Martin, Saint Barthélemy. Il est précisé que ces obligations et modalités de contrôle et de sanction s'appliquent également à l'ensemble des cotraitants en cas de groupement d'entreprises.



### **11.7 Considérations sociales.**

Le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations sociales.

### **11.8 Considérations environnementales.**

Le marché public comprend une clause environnementale comme condition d'exécution.

Dans la mesure du possible, le titulaire s'engage à mettre à la disposition de l'acheteur pour chaque mission d'intérim des agents dont la résidence personnelle se trouve dans le bassin d'emploi de chaque site de l'ARS.

### **11.9 Commandes – Vérifications et admissions.**

#### 11.9.1 Emission et exécution des bons de commande.

La signature du contrat tripartite (personnel intérimaire, titulaire, ARS de Guadeloupe) vaut engagement juridique pour chaque intérimaire avec ajustement possible à la hausse (augmentation, renouvellement) ou à la baisse.

L'ARS de Guadeloupe émet ensuite un bon de commande auprès du titulaire de chaque lot, pour formaliser le contrat de l'intérimaire.

Les demandes sont émises par l'ARS de Guadeloupe au fur et à mesure de ses besoins, dans les conditions prévues aux articles 14.3 et 14.4 du présent document, et conformément aux conditions tarifaires figurant aux annexes financières (BPU) de chaque lot.

**IMPORTANT** : outre les mentions obligatoires indiquées aux articles 14.3 et 14.4 du CCP, les contrats de mise à disposition, dans le cadre d'une mission de gestion ou de délégation, font impérativement apparaître le taux horaire du personnel intérimaire et le coefficient de gestion appliqués à l'acheteur.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Leur exécution se poursuit jusqu'au terme prévu par le contrat de mise à disposition.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

#### 11.9.2 Modifications des bons de commande.

Le contrat de mise à disposition ne peut être interrompu avant son terme excepté dans les cas prévus ci-dessous :

- durant la période d'essai ;
- en cas de faute grave du personnel intérimaire ;
- en cas de force majeure ;
- en cas de manquement par le titulaire à son obligation de résultats et de rédaction d'un contrat de mise à disposition contraire à la réglementation relative au travail temporaire.

La rupture anticipée du contrat de mise à disposition ne donne pas droit au paiement d'indemnités. Le solde du paiement des prestations est calculé au prorata temporis de l'exécution de la mission.

En cas de rupture anticipée du contrat de mission durant la période d'essai de l'intérimaire à l'initiative de l'acheteur, conformément à l'article 11.1.3 du CCP, le titulaire est tenu de proposer en remplacement un autre intérimaire sous 2 jours ouvrés maximum, aux mêmes conditions tarifaires.

#### 11.9.3 Livrables.

Les livrables sont décrits aux articles 14.3.2, 14.4.2 et 14.4.5 du présent CCP.

#### 11.9.4 Vérifications et admissions.

Les opérations de vérifications et d'admission se déroulent en conformité avec les articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

### **11.10 Délais d'exécution**

Les délais maximum contractuels sont établis à l'article 14.4.5 du présent document.

### **11.11 Pénalités.**

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Le montant total des pénalités ne peut excéder 20 % du montant maximum total hors taxes du marché ou de la prestation concernée.

#### 11.11.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations.

- Pénalités de retard pour les phases administratives permettant la mise en œuvre des missions d'intérim :



Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, la constatation de l'absence d'exécution ou l'exécution imparfaite ou partielle des prestations notamment par l'absence de présentation de candidat dans le délai imparti, ou encore l'absence de communication du dossier du candidat, peut entraîner l'application de pénalités dans les conditions suivantes :

- Les pénalités pour retard commencent à courir, sans mise en demeure préalable, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.
- Ces pénalités seront calculées forfaitairement à raison de 100 euros TTC par jour ouvré de retard.
- Les pénalités pourront être appliquées, par précompte, sur le montant de la facture correspondant au trimestre au cours duquel les retards auront été constatés.

- Pénalités pour absence du personnel intérimaire ou défection du personnel remplaçant :

En cas d'absence justifiée ou de non-remplacement d'un personnel intérimaire, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de 200 euros TTC par jour à compter du 1<sup>er</sup> jour au-delà du délai de remplacement prévu, en plus du non-paiement de la prestation. Le titulaire doit être en mesure de proposer une solution de remplacement dans les mêmes conditions de remplacement que celles initiales.

- Pénalités en cas d'absence de vérification de la validité des pièces attestées dans le dossier (permis de conduire, extrait de casier judiciaire, vaccination, RPPS et n° d'inscription et cotisation à jour pour les médecins et les IDE, visites médicales réalisées ou planifiées) :

En cas d'absence de vérification de ces pièces, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de 20 € par document non vérifié au démarrage de la mission et par agent concerné.

- Pénalités en cas d'absence de vérification du délai de carence entre deux contrats de missions :

En cas d'absence de veille juridique notamment concernant la vérification du délai de carence entre deux contrats de mission, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100€ par contrat de mission concerné.

- Pénalités en cas de violation de l'obligation de non-divulgence des données confidentielles et informations couvertes par le secret des affaires :

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 100 euros par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires ou de la confidentialité, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation de l'accord cadre à ses torts.

- Pénalités pour faute du personnel du titulaire (interlocuteur dédié ou personnel intérimaire mis à disposition de l'ARS) :

En cas de manquement de son personnel, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de 300€ pour tout agent d'intérim et/ou interlocuteur dédié de l'ARS, dont le comportement ou la manière de servir nuit à l'image de l'agence de Santé de Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy ou à la sécurité du bâtiment.



Cette pénalité peut être accompagnée, en cas de faute grave, d'une éviction temporaire ou définitive de l'agent, selon les mesures définies à l'article 11.1.3 du présent CCP.

- Pénalités liées aux obligations administratives :

- Pénalité(s) pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail :

En cas de retard de production des documents, il sera appliqué une pénalité de 100 euros par jour ouvré de retard jusqu'à la production des pièces nécessaires à la régularisation de l'accord cadre.

- Pénalité(s) pour sanctionner le retard de transmission d'informations relatives à la société du titulaire :

En cas de modification apportée à la dénomination, au statut, aux coordonnées bancaires ou postales ou à l'adresse du titulaire, sans communication de ces informations à l'acheteur dans les quinze (15 jours) à compter du fait générateur, il sera appliqué une pénalité de quarante euros (40 euros) par jour ouvré de retard jusqu'à la production des pièces nécessaires à la régularisation de l'accord cadre.

- Pénalités pour non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé :

Lorsque l'acheteur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec avis de réception, de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, imposé par l'article R. 8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction de l'acheteur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans ce délai, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risque du titulaire.

Le montant des pénalités à ce titre est fixé à 100 € par jour ouvré de retard, dans le respect des conditions de l'article L. 8222-6 du code du travail.

Seuil d'exonération des pénalités :

Par dérogation à l'article 14.1. 3 du CCAG-FCS, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues.

## Article 12 - REGIME FINANCIER

### 12.1 Forme et contenu des prix.

Les prestations objet de l'accord-cadre seront réglées par application des coefficients de rémunération portés au bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement de chaque lot, aux salaires de référence des personnels mis à disposition.

Le marché (2 lots) prévoit deux coefficients :

- **Un coefficient de délégation** (s'applique lorsque le candidat est recherché et proposé par le titulaire).



Au-delà d'un délai de 12 semaines couvert par un contrat de mise à disposition (consécutifs ou non) le coefficient de délégation sera égal au coefficient de gestion pour la personne en place. Dans ce cas-là, le coefficient de gestion sera applicable au 1<sup>er</sup> jour du mois suivant ;

- **Un coefficient de gestion** (s'applique lorsque c'est l'ARS qui propose le profil au prestataire).

Les coefficients (gestion et délégation) sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les congés payés, l'indemnité de fin de mission, ainsi que tous les frais de gestion, la mutuelle et la prévoyance, les frais généraux ainsi que les marges pour risque et les marges bénéficiaires du titulaire.

Les coefficients comprennent également la prise en charge de la formation, la gestion et le contrôle des visites médicales, le contrôle des vaccinations, etc. ainsi que toutes les obligations indiquées dans le CCP.

Aucun frais de gestion supplémentaire non prévu au titre du présent marché ne sera accepté par l'acheteur.

Les coefficients de rémunération sont fermes et définitifs sur toute la durée de l'accord-cadre.

## **12.2 Avances.**

Sauf refus exprimé par le titulaire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois.

Le taux de l'avance est de 5% du montant TTC du bon de commande ou, le cas échéant, de 30 % lorsque le titulaire de l'accord cadre ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13 du Code de la Commande Publique. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution de l'accord cadre.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du bon de commande.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

## **12.3 Répartition des paiements – Acomptes.**

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le solde de l'accord-cadre sera versé après complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le titulaire peut être débiteur envers l'acheteur au titre de l'accord-cadre, notamment du montant des pénalités.

#### **12.4 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire.**

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie au titre du présent accord-cadre.

Le comptable assignataire est précisé à l'article 12-6-4 du présent document.

#### **12.5 Intérêts moratoires.**

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum** pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

#### **12.6 Nantissement – Cession de créances.**

Sur demande expresse du titulaire de chaque lot, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra remettre à ce dernier, l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.



Sur demande expresse du titulaire, l'acheteur pourra remettre à ce dernier, une copie de l'original du marché public, revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire, en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

## **12.7 Modalités de facturation.**

Chaque engagement juridique généré par la signature d'un contrat de mise à disposition et formalisé par un bon de commande, fera l'objet d'une facturation individuelle établie conformément aux prix (coefficients de rémunération) prévus dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

La facturation peut être mensuelle ou selon une autre périodicité. Le titulaire adresse une facture par contrat de mission faisant apparaître la période de mise à disposition du personnel intérimaire dont il est demandé le paiement (par exemple, le mois travaillé par l'intérimaire).

Aucun frais autre que ceux mentionnés à l'accord cadre n'est admis (frais de facturation par exemple).

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire dans le délai global de paiement en vigueur à compter de la présentation de la demande de paiement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les pénalités, réfractions et remboursements dus par le titulaire sont déduits des factures au moment du paiement.

### 12.7.1 Mentions obligatoires.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- L'objet, la date et le numéro de l'accord-cadre ;
- Le cas échéant, la référence du bon de commande et du contrat de mise à disposition (engagement juridique) ;
- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (nom, SIRET, adresse) et du destinataire de la facture ;
- Le détail des prestations ;
- Date de réalisation des prestations ;
- Le montant HT, le taux et le montant de la TVA ainsi que le montant TTC ;
- Les modalités de règlement telles que précisées dans l'acte d'engagement (référence du compte postal, bancaire ou trésor public ouvert au nom du titulaire).

### 12.7.2 Taux de TVA.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### 12.7.3 Monnaie.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

### 12.7.4 Transmission des factures.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée. Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

#### **1) Mode portail :**

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

#### **2) Mode service ou API (Application Programming Interface)**

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme, par exemple, le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

#### **3) Mode EDI (Echange de données informatisées)**

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

**Préalables techniques et réglementaires :** pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, Le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

Comptable assignataire des paiements :

Monsieur Arnaud BOULET

Directeur financier et Agent comptable

Agence de santé de GUADELOUPE, SAINT-MARTIN, SAINT-BARTHELEMY

Rue des Archives - Bisdary

0590 99 49 64



## **12.8 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande.**

Dans le cadre du pilotage de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire de chaque lot produit un état de la consommation, tous services bénéficiaires confondus. Cet état est transmis à l'acheteur de manière trimestrielle. Le cas échéant, le titulaire alerte l'acheteur lorsque les consommations atteignent **70 %** de la valeur maximale prévue par l'acheteur dans les documents de la consultation.

## **12.9 Modifications financières pour circonstances imprévisibles – Clause de réexamen.**

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire. Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par Le titulaire ;



- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

## Article 13 - DISPOSITIONS DIVERSES

### 13.1 Echanges dématérialisés.

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

### 13.2 Langue.

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

### 13.3 Sous-traitance.

La sous-traitance totale de l'accord cadre est interdite.

Le titulaire de chaque lot peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent accord cadre public dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 du code de la commande publique, à la condition expresse d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation écrite préalable du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations issues des différents documents contractuels du présent accord cadre que Le titulaire. Toutefois, Le titulaire demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant de l'accord cadre.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulairedeclaration> - sous-traitance-dans-marches-publics).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de **vingt et un (21)** jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de



l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

#### **13.4 Propriété intellectuelle.**

Le présent accord-cadre fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS.

#### **13.5 Assurances.**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances. Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

#### **13.6 Autres obligations administratives.**

Le titulaire de chaque lot de l'accord cadre est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord cadre doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Ces documents sont transmis par le titulaire.

Si le titulaire et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSi » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R.1263-5 et R.1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L.1263-6, L.1264-1, L.1264-2 et L.8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient.

### **13.7 Résiliation de l'accord cadre.**

L'acheteur peut résilier chaque lot de l'accord cadre dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre (1 ou 2 lots) peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

- Après mise en demeure préalable de chaque titulaire dans les cas suivants :
  - o Non réalisation dans les délais impartis, d'une ou plusieurs des obligations contractuelles mentionnées aux documents contractuels ;
  - o En cas de non-respect de l'obligation de confidentialité décrite à l'article 11-3-3 du présent CCP ;
  - o Non-remise tous les six mois, à compter de la date de notification et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre, ou inexactitude des attestations requises à l'article D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail après mise en demeure de l'acheteur ;
  - o En cas de non-respect des normes définies à l'article 11.11 du présent document ou aux spécifications techniques du CCP ;
- Sans mise en demeure préalable dans les cas suivants :
  - o En cas de rejet lors des procédures de vérifications et d'admission des prestations conformément à l'article 11.11 du présent CCP.



Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, l'accord-cadre peut être résilié pour les motifs suivants : manquement grave et répété à l'engagement d'insertion, non-respect du RGPD.

Les absences répétées d'un ou plusieurs intervenants peuvent conduire à la résiliation de l'accord cadre sans dédommagement de la part de l'acheteur avec seulement le paiement des prestations réalisées.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant estimatif hors taxes de l'accord-cadre indiqué à l'avis d'appel à la concurrence / Règlement de la consultation, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 2%.

### **13.8 Exécution aux frais et risques du titulaire de chaque lot.**

En cas d'inexécution par le titulaire d'une mission d'interim qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard ; ou en cas de résiliation de l'accord cadre aux torts du titulaire, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent marché, aux frais et aux risques du titulaire, en application des dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS.

### **13.9 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.**

La menace sanitaire peut appeler des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord cadre public par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord cadre public par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

#### **13.9.1 Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire.**

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.



Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord cadre. Toute modification de la durée de l'accord cadre ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de l'accord cadre à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire de l'accord cadre initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution de l'accord cadre de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer des pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. *[Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution de l'accord cadre en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés – art. L.4531-1 C. travail, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.]* La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

#### 13.9.2 Suspension à l'initiative de l'acheteur.

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord cadre. Toute modification de la durée de l'accord cadre ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension. Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

### **13.10 Différends.**

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.



En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

### **13.11 Litiges et contentieux.**

Le présent accord cadre public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Basse Terre en Guadeloupe.

## **Article 14 - CLAUSES TECHNIQUES**

### **14.1 Périmètre des mises à disposition.**

Il est attendu du titulaire de chaque lot, la mise à disposition de personnels qualifiés pour répondre aux besoins temporaires de l'agence de santé de Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy.

Par une expérience avérée auprès des structures publiques similaires, le titulaire doit avoir une bonne compréhension des enjeux de l'ARS de Guadeloupe et des métiers propres à sa structure.

Le volume des missions à confier au titulaire sera fonction des nécessités de service.

Le titulaire devra avoir la capacité de répondre aux besoins exprimés pour le type de profil souhaité.

### **14.2 Domaines d'activité concernés.**

Les prestations d'interim concernent les domaines métiers suivants :

Pour le lot 1 :

- Fonctions médicales, paramédicales (médecin, infirmier diplômé d'Etat, pharmacien, etc.) et de sécurité sanitaire (technicien sanitaire, ingénieur d'études sanitaires et ingénieur du génie sanitaire)

Pour le lot 2 :

- Fonctions administratives :
  - Assistant, secrétaire, agent administratif (suivi de dossiers, saisies de données, etc.),
  - Gestionnaire profil financier (suivi comptes financiers des établissements sociaux et médico-sociaux, comptable, gestionnaire de dépenses...),
  - Contrôleur de gestion,
  - Chargé de mission,
  - Juridique (assistant, chargé de mission juridique) ;
  - Ressources humaines (gestionnaire de paie, gestionnaire ressources humaines, assistant RH) ;
- Fonctions techniques et logistique (logisticien, archiviste, agent de maintenance)
- Fonctions informatiques (informaticien support de niveaux 1/2/3, administrateur système et réseaux)

Les compétences attendues et exigées seront précisées dans les fiches de poste transmises au titulaire de chaque lot de l'accord-cadre.

### **14.3 Activités attendues de la part du titulaire de chaque lot.**

Il est attendu du titulaire, la mise à disposition de personnels qualifiés pour répondre aux besoins temporaires de l'agence de Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy.

Le titulaire de chaque lot propose une offre avec mention des coefficients appliqués sur les éléments de paie (cf. annexe n°1 à l'acte d'engagement – Bordereau des prix unitaires).

**1) Solution « gestion des contrats » :** L'ARS de Guadeloupe délègue au titulaire retenu, la paie et la gestion administrative de futurs salariés proposés par l'ARS (ex. candidatures dites « spontanées ») ;

**2) Solution « délégation de recrutement » :** L'ARS de Guadeloupe confie le recrutement, la paie et la gestion administrative du personnel temporaire au titulaire retenu, et notamment :

- L'analyse du besoin et la sélection de candidats correspondant au besoin exprimé,
- La mise à disposition de dossiers de candidats complets (CV, compte-rendu d'entretiens de sélection, résultats obtenus aux éventuels tests pratiqués lors de la sélection) dans un délai de trois (3) jours ouvrés.

Le titulaire vérifiera dans un premier temps l'adéquation du profil puis fera parvenir le profil à l'ARS de Guadeloupe pour un éventuel entretien.

L'ARS vérifiera l'adéquation de la personne proposée (CV, expérience...) avec la fiche de poste à pourvoir dans un délai de trois (3) jours ouvrés.

En cas d'accord sur le profil proposé, le titulaire met à disposition l'agent intérimaire.

En cas de désaccord sur le profil proposé, le titulaire propose un autre candidat (toujours dans un délai de trois (3) jours ouvrés) pour être mis à disposition de l'agence.

#### 14.3.1 Formalisme de la demande de mise à disposition.

Pour les deux solutions visées à l'article 14.3 :

Les interlocuteurs de l'ARS de Guadeloupe identifiés à l'article 11.1.1 du présent document contactent le titulaire de chaque lot selon leurs besoins, par téléphone ou par courriel, afin que soit mis à leur disposition du personnel intérimaire.

Le descriptif des missions (motif, lieu d'exécution, nature des fonctions, date d'embauche souhaitée, durée initiale de la mission, qualifications attendues, salaire correspondant...) est indiqué via le



formulaire de demande d'intérimaire et transmis par courriel ou par tout moyen permettant d'en attester la date de réception.

Le titulaire de chaque lot transmet à l'ARS, un contrat de mise à disposition dématérialisé (aucun contrat papier ne doit être envoyé par voie postale) pour signature de l'acheteur.

La gestion des contrats s'effectue via une plateforme mise à disposition par le titulaire de chaque lot (signature, puis suivi administratif du contrat etc...).

Après signature du contrat de mise à disposition, l'acheteur émet un bon de commande qu'il adresse au titulaire.

En aucun cas un devis ne peut se substituer au contrat de mise à disposition.

En cas de modification du process ci-dessus, l'acheteur en informe le titulaire par simple ordre de service.

#### 14.3.2 Engagement du titulaire de chaque lot dans les modalités de recrutement.

L'entreprise de travail temporaire, titulaire du marché (lot 1 et /ou lot 2), s'engage :

- à contrôler les mentions figurant, le cas échéant, au casier judiciaire des intérimaires et à apprécier leur compatibilité avec les fonctions à exercer ;
- à vérifier que le personnel intérimaire est titulaire du ou des diplômes exigés sur le territoire français pour l'accès à la profession considérée et qu'il est régulièrement autorisé à exercer ;
- à fournir les chaussures de sécurité pour les postes le nécessitant.

La proposition de candidats ainsi que la mise à disposition de dossiers de candidats devront être réalisées dans le délai de cinq jours ouvrés maximum, suite à l'expression du besoin transmis par l'ARS (le courriel avec transmission de la fiche de poste ou descriptif des missions attendues)

### **14.4 Conditions de mise à disposition des personnels intérimaires.**

#### 14.4.1 Obligations de l'ARS de Guadeloupe pour chaque nouvelle mise à disposition de personnel intérimaire.

L'ARS de Guadeloupe détermine pour chaque nouvelle mise à disposition de personnel intérimaire :

- la définition de la mission et des tâches qui y sont rattachées ainsi que les aptitudes requises pour l'exécution de la mission (éléments définis dans la fiche mission qui sera envoyée) ;
- le niveau de rémunération et l'horaire de travail (les conditions de repos ou RTT)
- la durée et la date de commencement de la mission ;
- le relevé d'heures sera envoyé de façon mensuelle au titulaire (à chaque fin de mois).

#### 14.4.2 Clauses du contrat de mise à disposition.

Pour chaque nouvelle mise à disposition de personnel intérimaire, un contrat de mise à disposition sera établi entre le titulaire (lot 1 et/ou lot 2) et l'agence de santé de Guadeloupe, Saint martin, Saint Barthélemy.

Le contrat de mise à disposition sera conclu au plus tard le jour de la mise à disposition du salarié intérimaire et comportera les mentions suivantes :

- a. le motif pour lequel il est fait appel au travailleur temporaire ;
- b. le début et le terme de la mission et leurs modalités d'aménagement :
  - Les contrats de mission conclus pour faire face à une vacance temporaire d'emploi sont d'une durée maximale de 12 mois.
  - Les contrats conclus pour le remplacement d'un agent, pour faire face à un accroissement temporaire d'activité ou pour des besoins saisonniers ou occasionnels sont d'une durée maximale de 18 mois.
  - Le délai de la période d'essai et un délai de souplesse ou le contrat peut être stoppé sans possibilité de contentieux de l'une ou de l'autre partie et convenu avec le prestataire.
- c. Les caractéristiques du poste à pourvoir ;
- d. Les qualifications professionnelles exigées ;
- e. Le lieu de la mission et les horaires de travail ;
- f. La nature des équipements de protection individuelle à utiliser, le cas échéant, pour la réalisation des missions ;
- g. Le montant de la rémunération avec ses différentes composantes ;
- h. Le nom et l'adresse du garant et la référence aux articles L.1251-49 à L.1251-53 du code du travail ;
- i. La période d'essai ;

**IMPORTANT** : les contrats de mise à disposition doivent obligatoirement mentionner la possibilité pour l'intérimaire de réaliser des heures supplémentaires et le taux en vigueur applicable à la date du contrat.

Les heures supplémentaires ne seront facturées que si elles sont vraiment réalisées.

L'agent intérimaire n'a pas vocation à être recruté par l'ARS de Guadeloupe après la fin de sa ou de ses mission(s).

Pour rappel : pour chaque lot, le titulaire est l'employeur de l'intérimaire.

#### 14.4.3 Lieu et horaires de mise à disposition.

L'exécution des missions de travail temporaire a lieu aux adresses indiquées par l'ARS.

L'exécution des missions de travail temporaire s'effectue en fonction de la fiche de poste transmise au titulaire de chaque lot.

Possibilités de travail en forfait jours, travail de 5 jours sur 7 ou temps de travail de 35 heures hebdomadaires, exercice assuré les jours ouvrés : du lundi au vendredi.



Le début et la fin des horaires pourront éventuellement varier selon l'organisation et la charge de travail.

#### 14.4.4 Période d'essai.

Les dispositions de l'article L.1251-14 du code du travail ci-dessous rappelées s'appliquent :

« Le contrat de mission peut comporter une période d'essai dont la durée est fixée par convention ou accord professionnel de branche étendu ou par convention ou accord d'entreprise ou d'établissement.

A défaut de convention ou d'accord, cette durée ne peut excéder :

- 1° Deux jours si le contrat est conclu pour une durée inférieure ou égale à un mois ;
- 2° Trois jours si le contrat est conclu pour une durée supérieure à un mois et inférieure ou égale à deux mois ;
- 3° Cinq jours si le contrat est conclu pour une durée supérieure à deux mois. »

L'ARS de Guadeloupe peut à tout moment, durant la période d'essai du personnel intérimaire, récuser la personne proposée si celle-ci ne lui donne pas satisfaction. L'ARS en informe le titulaire du lot concerné, par une décision expresse notifiée par tout moyen permettant de donner une date et une heure certaine à sa réception. Le titulaire pourvoit à son remplacement conformément aux prescriptions de l'article 11.1.3 du présent document.

#### 14.4.5 Délais de mise à disposition.

Les demandes de recrutement sont systématiquement réalisées ou confirmées via une plateforme web.

La mise à disposition de l'intérimaire est confirmée par la validation du contrat par retour de mail du titulaire ou via une plateforme web (au vu du formulaire transmis).

Cadre récapitulatif des délais maximum contractuels :

Délai maximum entre la demande initiale ( <i>courriel de transmission du formulaire de demande de personnel interim</i> ) de l'ARS et le début de la mission de l'intérimaire	Délai maximum d'accusé réception du titulaire à la demande de l'ARS	Délai maximum pour la première présentation des CV pour une mise à disposition via la solution « délégation de recrutement »
15 jours calendaires pour la mise à disposition via la solution « délégation de recrutement »  10 jours calendaires pour la mise à disposition via la solution « gestion des contrats »	12 heures à compter de la transmission du formulaire de demande de personnel intérimaire	3 jours ouvrés

## Article 15 - DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCP	Article du CCAG-FCS auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
1– Article 11-1-2 – Représentation du titulaire	-3	-
2 Article 11-11-1 - Pénalités	-14	-

Fait à Gourbeyre, le

Fait à Gourbeyre, le

Lu et accepté, (Date, cachet, signature)

Lu et accepté, (Date, cachet, signature)

Le Directeur Général de l'ARS

Le candidat à l'accord-cadre

  
**Laurent LEGENDART**